



CHAPITRE 114

CHAPTER 114

LOI CONCERNANT LES PRÊTS AGRICOLES

AN ACT RESPECTING FARM LOANS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre *Loi du prêt agricole de Québec*. S. R. 1925, c. 51A, a. 1; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

1. This act may be cited as *Quebec Short Farm Loan Act*. R. S. 1925, c. 51A, s. 1; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

"Com-
mission";

2. Dans la présente loi:
1° Le mot "commission" signifie et désigne la Commission du prêt agricole canadien, instituée sous l'autorité de la Loi du prêt agricole canadien (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 66);

"Em-
prun-
teur";

2° Le mot "emprunteur" signifie et désigne un cultivateur de cette province qui a obtenu un ou des prêts sous le régime des dispositions de ladite loi du Canada;

"Obliga-
tion du
prêt
agricole";

3° Les mots "obligation du prêt agricole" signifient et désignent une obligation émise sous l'autorité de ladite loi du Canada;

"Prêt";

4° Le mot "prêt" signifie et désigne tout emprunt consenti sous l'autorité de ladite loi du Canada;

"Conseil
provin-
cial";

5° Les mots "conseil provincial" signifient et désignent le conseil institué en vertu de la présente loi;

"Sociétés
coopé-
ratives";

6° Les mots "sociétés coopératives locales" désignent les sociétés constituées en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (chap. 290). S. R. 1925, c. 51A, a. 2; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

Conseil
provin-
cial.

3. Il est créé en cette province un conseil provincial composé de quatre membres ayant son bureau principal au siège du gouvernement, à Québec.

Mem-
bres.

Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne trois personnes pour faire partie du conseil provincial.

2. In this act:

1. "Board" means the Canadian Farm "Board"; Loan Board established under the Canadian Farm Loan Act (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 66);

2. "Borrower" means a farmer of this Province who has obtained one or more loans under the provisions of the said Act of Canada;

3. "Farm loan bond" means a bond issued under the authority of the said Act of Canada;

4. "Loan" means any loan made under the authority of the said Act of Canada;

5. "Provincial board" means the board established under the present act;

6. "Local cooperative societies" mean the associations established under the Quebec Cooperative Syndicates Act (Chap. 290). R. S. 1925, c. 51A, s. 2; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

3. There shall be a provincial board in this Province consisting of four members having its principal office at the seat of Government, at Québec.

The Lieutenant-Governor in Council shall nominate three persons to be members of the provincial board.

- Quatrième membre.** Le quatrième membre du conseil provincial est désigné par les emprunteurs qui résident dans la province de Québec. **Fourth member.** The fourth member of the provincial board shall be nominated by the borrowers resident in the Province of Quebec.
- Nomination.** Les quatre personnes ainsi désignées pour former le conseil provincial doivent être acceptées par la commission et nommées par elle. S. R. 1925, c. 51A, aa. 3-6; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Appointment.** The four persons so nominated to constitute the provincial board shall be accepted by the Board and appointed by it. R. S. 1925, c. 51A, ss. 3-6; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.
- Exercice des pouvoirs.** 4. Toutefois, jusqu'à ce que cette désignation d'un membre du conseil provincial par les emprunteurs soit praticable, de l'avis de la commission, les membres du conseil provincial désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil, peuvent exercer toutes les fonctions de ce conseil. S. R. 1925, c. 51A, a. 7; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Exercise of functions.** 4. However, until such time as in the judgment of the Board such nomination of a member of the provincial board is practicable, the members of the provincial board nominated by the Lieutenant-Governor in Council may exercise all the functions of the provincial board. R. S. 1925, c. 51A, s. 7; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.
- Vacance.** 5. Lorsqu'il se produit une vacance dans le conseil provincial, soit par démission ou destitution, les autres membres continuent à agir comme si semblable vacance ne s'était pas produite et ce, jusqu'à ce que la vacance ait été remplie de la même manière que celle prescrite pour la première nomination. S. R. 1925, c. 51A, a. 8; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Vacancy.** 5. Whenever a vacancy occurs in the provincial board by resignation or dismissal, the other members shall continue to act as if such vacancy had not occurred, until same has been filled in the same manner as that provided for the original appointment. R. S. 1925, c. 51A, s. 8; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.
- Serment.** 6. Tout membre du conseil provincial, avant d'entrer en fonction, prête serment devant un juge de la Cour supérieure de bien et fidèlement remplir ses devoirs. S. R. 1925, c. 51A, a. 9; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Oath.** 6. Each member of the provincial board, before entering into office, shall take an oath before a judge of the Superior Court to well and faithfully perform his duties. R. S. 1925, c. 51A, s. 9; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.
- Dépenses.** 7. Le coût de l'administration du conseil provincial relève de la disposition contenue au paragraphe e de l'article 7 de la Loi du prêt agricole canadien (Canada). **Expenses.** 7. The cost of administration of the provincial board shall be a charge against the provision made for expenses of operation under paragraph e of section seven of the Canadian Farm Loan Act (Canada).
- Traitements.** Les traitements versés à tous fonctionnaires et employés nommés par le conseil provincial sont fixés par la commission. S. R. 1925, c. 51A, a. 10; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Salaries.** The salaries paid to all officers and employees appointed by provincial board shall be fixed by the Board. R. S. 1925, c. 51A, s. 10; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.
- Souscription au capital.** 8. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à souscrire au capital-actions de la commission, jusqu'à concurrence de cinq pour cent de la totalité des prêts en circulation dans cette province à quelque époque que ce soit, effectués sous l'autorité de la Loi du prêt agricole canadien. S. R. 1925, c. 51A, a. 11; 18 Geo. V, c. 30, a. 1. **Stock subscription.** 8. The Lieutenant-Governor in Council is authorized to subscribe to the capital stock of the Board to the extent of five per cent of the total loans outstanding at any time in the Province, effected under the Canadian Farm Loan Act. R. S. 1925, c. 51A, s. 11; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Contribution du gouvernement.

9. Le gouvernement paie pendant la durée du prêt la différence, n'excédant pas trois (3%) pour cent, entre l'intérêt annuel de trois (3%) pour cent et celui chargé par la commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ou qui leur seront faits en vertu des dispositions de la Loi du prêt agricole canadien.

Fonds consolidé.

Le trésorier de la province doit payer à qui de droit, à même le fonds consolidé du revenu, la part contributive du gouvernement sur ces versements. S. R. 1925, c. 51A, a. 11a; 21 Geo. V, c. 38, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 25, a. 1.

Fonds consolidé.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur demande de la commission ou du conseil provincial, accompagnée d'un état des prêts consentis dans la province, autoriser le trésorier de la province à effectuer cette souscription à même le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1925, c. 51A, a. 12; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

Prêts.

11. Sauf l'approbation de la commission, les prêts dans cette province sont consentis directement aux cultivateurs ou par l'entremise des sociétés coopératives locales, ou des sociétés de colonisation, ou à la fois directement aux cultivateurs et par l'entremise desdites sociétés. S. R. 1925, c. 51A, a. 13; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

Sociétés bénéficiaires.

12. Toutefois, seules les sociétés coopératives locales ou les sociétés de colonisation dont le lieutenant-gouverneur en conseil a fourni une liste au conseil provincial, peuvent bénéficier des dispositions de l'article précédent. S. R. 1925, c. 51A, a. 14; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

Hypothèque.

13. L'hypothèque garantissant les prêts faits aux cultivateurs en vertu de la présente loi doit être consentie par un acte devant notaire ou, dans les endroits où la chose est permise, peut l'être par un acte sous seing privé, en duplicata, en présence de deux témoins qui signent.

Signature de l'emprunteur.

La signature de l'emprunteur, dans l'acte sous seing privé, doit être prouvée par le serment de l'un des témoins qui l'ont signé. Ce serment est reçu par le

9. The Government shall pay, during the period of the loan, the difference, not exceeding three per cent (3%), between the annual interest of three per cent (3%) and that charged by the Board to the farmers of the Province on the capital of loans made or which will be made to them under the Canadian Farm Loan Act.

Government contribution.

The Provincial Treasurer shall pay the Government's contributory share of such payments to the persons entitled thereto, out of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 51A, s. 11a; 21 Geo. V, c. 38, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 25, s. 1.

10. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the request of the Board or of the provincial board accompanied by a statement of the loans made in the Province, authorize the Provincial Treasurer to pay such subscription out of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1925, c. 51A, s. 12; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Payment for stock.

11. Subject to the approval of the Board, the loans in this Province shall be made directly to farmers or through local cooperative societies, or colonization societies, or both directly to farmers and through such societies. R. S. 1925, c. 51A, s. 13; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Loans.

12. However, only the local cooperative societies or colonization societies whereof the Lieutenant-Governor in Council has supplied a list to the provincial board may avail themselves of the provisions of the preceding section. R. S. 1925, c. 51A, s. 14; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Societies, etc., listed.

13. The hypothec securing the loans made to farmers under this act shall be effected by deed before a notary or, in the places where same is permitted, may be effected by a deed under private writing, in duplicate, before two witnesses who sign same.

Hypothec.

The signature of the borrower in a deed under private writing shall be attested by the oath of one of the witnesses who signed it. The oath shall be taken before the

Borrowers' signature.

maire, un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir le serment. S. R. 1925, c. 51A, a. 15; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

mayor, a justice of the peace, or any other person authorized to administer oaths. R. S. 1925, c. 51A, s. 15; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Priorité
d'hypo-
thèque.

14. Toute hypothèque acquise, dans les huit ans du 18 mai, 1935, par la commission ou autre corps qui peut être substitué, pour la garantie d'un prêt, a priorité de rang sur tous les privilèges, jugements et hypothèques créés trente années avant ladite hypothèque, à moins que l'enregistrement de ces privilèges, jugements et hypothèques n'ait été renouvelé suivant la loi.

Enregis-
trement.

L'enregistrement de tout acte dans lequel le débiteur a reconnu sa dette, ou par lequel il a assumé le paiement d'une dette constitue un renouvellement de l'enregistrement prévu par le présent article, pourvu que cet enregistrement ait été porté à l'index des immeubles.

Applica-
tion
limitée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas:

a) Aux privilèges et aux hypothèques du créancier d'une rente assurée par privilège et hypothèque de vendeur;

b) Aux hypothèques, privilèges, nantissements ou gages constitués par actes de fidéicommiss consentis en vertu de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 280) ou de toute autre loi;

c) Aux hypothèques créées pour garantir les charges d'une donation à cause de mort, sauf si le décès du donateur a eu lieu trente années avant l'acquisition de l'hypothèque de la commission;

d) Aux privilèges résultant de cotisations imposées pour construction, réfection, réparation ou entretien des églises, presbytères et cimetières, ou leurs dépendances. S. R. 1925, c. 51A, a. 15a; 25-26 Geo. V, c. 96, a. 3; 1 Geo. VI, c. 33, a. 1; 3 Geo. VI, c. 32, a. 1.

Validité
de l'hypo-
thèque.

15. La validité d'une hypothèque que la commission ou autre corps qui peut être substitué, acquiert, dans les huit ans du 18 mai 1935, pour un prêt, n'est pas affecté par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur du revenu de la province, si cette hypothèque affecte une propriété immobilière qui a fait partie des biens d'une succession

Ranking
of hy-
pothecs.

14. Every hypothec acquired, within eight years from the 18th of May, 1935, by the Board or any body which may be substituted therefor, for securing a loan shall have priority of rank over all the privileges, judgments and hypothecs effected thirty years before the said hypothec, unless the registration of such privileges, judgments and hypothecs have been renewed according to law.

The registration of any deed in which the debtor has acknowledged his debt or by which he has assumed payment of a debt shall constitute a renewal of the registration contemplated by this section, provided that such registration has been entered in the index to immoveables.

Registra-
tion.

The provisions of this section shall not apply:

Applica-
tion
restrict-
ed.

a. To the privilege and hypothec of the creditor of a rent secured by vendor's privilege and hypothec;

b. To hypothecs, privileges, mortgages or pledges created by deeds of trust entered into under the Special Corporate Powers Act (Chap. 280), or under any other law;

c. To hypothecs created to secure the obligations of a gift in contemplation of death, unless the death of the donor occurred thirty years prior to the acquiring of the Board's hypothec;

d. To privileges resulting from assessments imposed for the building, rebuilding, repair or maintenance of churches, presbyteries and cemeteries, or their dependencies. R. S. 1925, c. 51A, s. 15a; 25-26 Geo. V, c. 96, s. 3; 1 Geo. VI, c. 33, s. 1; 3 Geo. VI, c. 32, s. 1.

Validity
of hy-
pothec.

15. The validity of any hypothec which the Board or any body which may be substituted therefor acquires, within eight years from the 18th of May, 1935, for a loan, shall not be affected by the non-obtention or lack of registration of a certificate of the collector of provincial revenue, if such hypothec affects an immoveable property which formed part

ouverte avant le 1er avril, 1935, ou a été le seul bien d'une telle succession. S. R. 1925, c. 51A, a. 15b; 25-26 Geo. V, c. 96, a. 3; 1 Geo. VI, c. 33, a. 2; 3 Geo. VI, c. 32, a. 2; 5 Geo. VI, c. 32, a. 1.

of the property of a succession opened before the 1st of April, 1935, or which was the only property of such succession. R. S. 1925, c. 51A, s. 15b; 25-26 Geo. V, c. 96, s. 3; 1 Geo. VI, c. 33, s. 2; 3 Geo. VI, c. 32, s. 2; 5 Geo. VI, c. 32, s. 1.

Principal
fonction-
naire.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil, parmi les trois personnes désignées par lui pour faire partie du conseil provincial, doit indiquer celle que la commission devra considérer comme principal fonctionnaire exécutif du conseil provincial. S. R. 1925, c. 51A, a. 16; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

16. The Lieutenant-Governor in Council, from among the three persons nominated by him to be members of the provincial board, shall indicate one whom the Board shall treat as the chief executive officer of the provincial board. R. S. 1925, c. 51A, s. 16; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Chief ex-
ecutive
officer.

Conseil
consulta-
tif.

17. Le trésorier de la province et la personne indiquée comme devant être le principal fonctionnaire exécutif du conseil provincial, sont autorisés à faire partie du conseil consultatif institué sous l'autorité de la Loi du prêt agricole canadien. S. R. 1925, c. 51A, a. 17; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

17. The Provincial Treasurer and the person indicated to be the chief executive officer of the provincial board are authorized to act on the Advisory Council established under the authority of the Canadian Farm Loan Act. R. S. 1925, c. 51A, s. 17; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Advisory
Council.

Place-
ment
légal.

18. Les obligations du prêt agricole constituent un placement légal pour les caisses fiduciaires situées dans la province. S. R. 1925, c. 51A, a. 18; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

18. Farm loan bonds shall be a legal investment for trust funds within the Province. R. S. 1925, c. 51A, s. 18; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Legal in-
vest-
ment.

Rempla-
cement du
conseil
provin-
cial.

19. Lorsqu'un rapport défavorable des opérations du conseil provincial par les vérificateurs de la commission est fait, ou lorsque le conseil provincial refuse d'appliquer, d'une manière satisfaisante, les règlements et les ordres de la commission, cette dernière peut, après avoir entendu ledit conseil provincial, le relever de ses fonctions, et assumer directement, ou par l'entremise de fonctionnaires qu'elle nomme à cette fin, la gestion des affaires de ce conseil provincial jusqu'à ce qu'un nouveau conseil provincial agréé par la commission ait été désigné et nommé, conformément aux dispositions qui précèdent. S. R. 1925, c. 51A, a. 19; 18 Geo. V, c. 30, a. 1.

19. In case of an adverse report on the operations of the provincial board by the auditors of the Board, or should the provincial board refuse to enforce in a satisfactory manner the regulations and directions of the Board, the latter may, after conference with the provincial board, relieve it of its duties, and may undertake directly, or through officers appointed by the Board, for that purpose, the management of the business of the provincial board until a new provincial board satisfactory to the Board has been nominated and appointed as hereinbefore provided for. R. S. 1925, c. 51A, s. 19; 18 Geo. V, c. 30, s. 1.

Re-
placing
pro-
vincial
board.

Officier
délégué.

20. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, auprès du conseil provincial, un officier dont il détermine le traitement.

Cet officier doit être un avocat ou un notaire et son traitement est payé à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 51A, a. 20; 24 Geo. V, c. 25, a. 1.

20. The Lieutenant-Governor in Council may attach to the provincial board an officer whose remuneration he shall determine.

Such officer must be an advocate or a notary and his remuneration shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 51A, s. 20; 24 Geo. V, c. 25, s. 1.

Officer
attached.

Devoirs: **21.** Sous le contrôle du procureur général, cet officier est chargé:

Inter-médiaire; 1° De servir d'intermédiaire entre le conseil provincial et tout cultivateur qui sollicite un prêt de la commission;

Examens de titres; 2° D'examiner et de coordonner les actes et documents qui sont fournis par un emprunteur qui désire obtenir un prêt de la commission;

Autres fonctions. 3° D'accomplir, auprès du conseil provincial ou de la commission, pour le bénéfice des cultivateurs de la province qui sollicitent des prêts, toutes autres fonctions ou devoirs que le procureur général détermine. S. R. 1925, c. 51A, a. 21; 24 Geo. V, c. 25, a. 1.

Réalisation de garantie. **22.** Dans les cas où, suivant les termes du contrat de prêt, de vente ou de garantie additionnelle, la commission a droit de réaliser sa garantie, elle peut, au lieu de procéder par action en la manière ordinaire, réaliser la garantie au moyen des procédures ci-après prévues. S. R. 1925, c. 51A, a. 22; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 2.

Demande de paiement. **23.** Par un avis signifié au débiteur ou à ses ayants droit, en la manière prévue au paragraphe 2 de l'article 24, la commission requiert le paiement de la dette suivant les termes du contrat, sous un délai de trente jours.

Avis: Cet avis peut aussi être donné par lettre recommandée mise à la poste sous le même délai à la dernière adresse connue de la commission. S. R. 1925, c. 51A, a. 23; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 3.

Requête. **24.** 1. À défaut de paiement du montant réclamé par la commission, suivant l'avis ci-dessus, celle-ci présente une requête à un juge de la Cour supérieure, siégeant dans le district où est situé l'immeuble, pour obtenir une ordonnance décrétant la vente de l'immeuble hypothéqué.

Signification. 2. Cette requête est signifiée par huissier ou par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale, et doit être accompagnée d'un avis de l'heure, de la date et de l'endroit de sa présentation. Le délai de cet avis est celui des actions ordinaires.

Duties: **21.** Subject to the control of the Attorney-General, such officer shall be charged with:

1. Acting as intermediary between the provincial board and any farmer who is soliciting a loan from the Board;

2. Examining and coordinating the deeds and documents furnished by a borrower wishing to obtain a loan from the Board;

3. Performing all other functions and duties, which the Attorney-General may determine, before the provincial board or the Board, on behalf of farmers of the Province who apply for loans. R. S. 1925, c. 51A, s. 21; 24 Geo. V, c. 25, s. 1.

Realizing on security. **22.** Whenever, by the terms of the contract of loan, of sale, or of additional guarantee, the Board is entitled to realize upon its security, it may, instead of proceeding by an action in the ordinary way, realize upon the security by means of the proceedings hereinafter provided. R. S. 1925, c. 51A, s. 22; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 2.

Demand for payment. **23.** By a notice served upon the debtor or his assigns, in the manner provided in subsection 2 of section 24, the Board shall require payment of the debt, in accordance with the terms of the contract, within a delay of thirty days.

Notice. Such notice may also be given by registered letter mailed within the same delay to the last address known to the Board. R. S. 1925, c. 51A, s. 23; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 3.

Petition. **24.** 1. Failing payment of the amount claimed by the Board, in accordance with the above notice, the latter shall present a petition to a judge of the Superior Court, sitting in the district wherein the immovable is situated, for an order enjoining the sale of the hypothecated immovable.

Service. 2. Such petition shall be served by a bailiff or by the secretary-treasurer of the municipal corporation, and must be accompanied by a notice of the place, date and hour when it will be presented. The delay upon such notice shall be that of ordinary actions.

- Prescription interrompue.** 3. Cette requête forme, à compter de la date de sa production au greffe, une interruption de la prescription. **3.** Such petition, from the time of its filing in the office of the court, shall constitute an interruption of prescription. **tit. rupte.**
- Procédure.** 4. Il est procédé sur cette requête d'une manière sommaire et le juge, à sa discrétion, peut autoriser le débiteur à y répondre par écrit. **4.** Proceedings upon such petition shall be summary and the judge may, at his discretion, order the debtor to reply in writing. **Proceedings.**
- Jugement.** 5. Le jugement sur cette requête est final et sans appel. S. R. 1925, c. 51A, a. 24; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 4. **5.** The judgment upon such petition shall be final and without appeal. R. S. 1925, c. 51A, s. 24; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 4. **Judgment.**
- Bref de terris.** **25.** Si la preuve sur la requête établit que le montant réclamé par la commission est dû, le juge ordonne contre le ou les biens immeubles garantissant la créance, l'émission d'un bref de terris qui aurait pu être émis par le tribunal compétent si jugement eût été obtenu pour le même montant, et si le délai accordé par la loi entre le jugement et l'exécution était expiré. S. R. 1925, c. 51A, a. 25; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 5. **25.** If the proof upon the petition establishes that the amount claimed by the Board is due, the judge shall order the issue, against the immoveable property or properties which is or are security for the debt, of a writ de terris which might have been issued by the court having jurisdiction if judgment had been obtained for the same amount, and if the delay by law allowed between the judgment and execution had expired. R. S. 1925, c. 51A, s. 25; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 5. **Writ de terris.**
- Exécution.** **26.** Le bref émis en vertu de l'article 25 ci-dessus contient une description suivant l'article 2168 du Code civil de l'immeuble ou des immeubles à être saisis et vendus, et il est exécuté par le shérif, et la somme due à la commission par l'emprunteur est prélevée en vertu de ce bref avec dépens. **26.** The writ issued under the above section 25 shall contain a description, in accordance with article 2168 of the Civil Code, of the immoveable or immoveables to be seized and sold, and shall be executed by the sheriff, and the sum owing to the Board by the borrower shall be levied in virtue of such writ, with costs. **Execution.**
- Procédures.** Sous la réserve des dispositions de l'article 27, toutes procédures ultérieures se font comme si jugement avait été de fait obtenu. S. R. 1925, c. 51A, a. 26; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 6. **Subject to the provisions of section 27, all subsequent proceedings shall be had as if judgment had in fact been obtained. R. S. 1925, c. 51A, s. 26; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 6. Proceedings.**
- Saisie.** **27. 1.** Nonobstant toute disposition à ce contraire, le shérif saisit, à son bureau, le ou les biens immobiliers garantissant la créance pour laquelle une requête a été présentée en vertu de la présente loi, sans qu'il soit nécessaire de procéder à l'interpellation du défendeur suivant l'article 705 du Code de procédure civile. **27. 1.** Notwithstanding any provision to the contrary, the sheriff shall seize, at his office, the immoveable property or properties securing the debt for which a petition has been presented under this act, without having to interrogate the debtor in accordance with article 705 of the Code of Civil Procedure. **Seizure.**
- Procès-verbal.** 2. Un double du procès-verbal de saisie est transmis par le shérif à l'intimé, contre lequel le bref de terris a été émis, par lettre recommandée à sa dernière adresse connue de la commission. **2.** A duplicate of the minutes of seizure shall be transmitted by the sheriff to the respondent, against whom the writ de terris has been issued, by registered letter to his last address known to the Board. **Minutes.**
- Publication, etc.** 3. La publication et l'affichage prévus par le paragraphe 2 de l'article 717 du **3.** The publication and posting, provided for by paragraph 2 of article 717 of the **Publication, etc.**

Code de procédure civile ne doivent pas être faits par le shérif, mais ils doivent l'être, au choix de ce dernier, par un huissier de la localité où est situé l'immeuble ou par une personne lettrée de cette localité. S. R. 1925, c. 51A, a. 27; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 7.

Code of Civil Procedure, shall not be done by the sheriff but must be effected, at the option of the latter, by a bailiff of the place wherein the immovable is situated or by a literate person of such place. R. S. 1925, c. 51A, s. 27; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 7.

Exemption de droits payables.

28. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter:

1° Que la commission de deux et demi pour cent visée par l'article 2 de la Loi des salaires de certains officiers de justice (chap. 24,) et que le droit de un pour cent visé par l'article 13 de la Loi des palais de justice et prisons (chap. 31,) ne seront pas percevables sur la vente d'un immeuble faite:

a) À l'instance de la commission, en vertu de la présente loi ou sur exécution d'un jugement rendu en la manière ordinaire;

b) À l'instance d'un tiers, lorsque l'immeuble garantissait un prêt fait par la commission;

2° Qu'aucun droit ne sera payable à la couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt à un emprunteur, sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les registrateurs, pour le bénéfice d'un cultivateur qui sollicite un prêt à la commission;

3° Que les publications d'avis dans la *Gazette officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt fait par la commission, seront gratuites. S. R. 1925, c. 51A, a. 28; 24 Geo. V, c. 25, a. 1.

Modification de tarif.

29. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine:

1° De modifier les honoraires accordés par leur tarif, aux registrateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

2° De suspendre l'application du tarif des registrateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe. S. R. 1925, c. 51A, a. 29; 24 Geo. V, c. 25, a. 1; 5 Geo. VI, c. 32, a. 8.

Stipulation pour autrui.

30. Par dérogation à l'article 1029 du Code civil, toute stipulation au profit de la commission est irrévocable. S. R. 1925, c. 51A, a. 30; 5 Geo. VI, c. 32, a. 9.

28. The Lieutenant-Governor in Council may enact:

Waiving Crown duties.

1. That the commission of two and one-half per cent contemplated by section 2 of the Officers of Justice Salary Act (Chap. 24) and the duty of one per cent contemplated by section 13 of the Court House and Gaol Act (Chap. 31) shall not be collectable on the sale of an immovable made:

a. At the suit of the Board, under this act or upon execution of a judgment rendered in the usual way;

b. At the suit of a third party, when the immovable secured a loan made by the Board;

2. That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds setting forth a loan to a borrower, on the searches made in registration offices and on the certificates issued by the registrars, for the benefit of a farmer asking for a loan from the Board;

3. That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette*, advertising the sale of an immovable securing a loan made by the Board, shall be gratuitous. R. S. 1925, c. 51A, s. 28; 24 Geo. V, c. 25, s. 1.

29. The Lieutenant-Governor in Council may, likewise, on such conditions as he may determine:

Changing tariff, etc.

1. Change the fees allowed by their tariffs, to registrars who receive no fixed salary;

2. Suspend the application of the registrars' tariff, when they receive a fixed salary. R. S. 1925, c. 51A, s. 29; 24 Geo. V, c. 25, s. 1; 5 Geo. VI, c. 32, s. 8.

30. Notwithstanding article 1029 of the Civil Code, every stipulation for the benefit of the Board shall be irrevocable. R. S. 1925, c. 51A, s. 30; 5 Geo. VI, c. 32, s. 9.

Stipulation irrevocable.